



BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE [\(ici\)](#)

Finances publiques : les recettes publiques enregistrent une croissance de +4,3% en juillet ; 2 560 Mds RMB de special purpose bonds ont été émises à un taux d'intérêt de 3,36%

BANQUE ET FINANCE [\(ici\)](#)

Banques : le ratio des prêts « inclusifs » non performants s'élève à 2,99% fin juin

Marché financier : la Cour suprême de la Chine réduit les taux d'intérêt légaux des prêts privés

Ouverture financière : Blackrock, Temasek et China Construction Bank s'apprêtent à créer une coentreprise de gestion de patrimoine en Chine

Internationalisation du RMB : la Chine veut faciliter l'utilisation du yuan dans le commerce et l'investissement transfrontaliers

Marché boursier : les 18 premières entreprises inscrites sur le ChiNext dans le cadre du système d'enregistrement débutent leurs négociations à partir du 24 août

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE [\(ici\)](#)

Relations US – Chine : nouvelles restrictions sur les exportations vers 24 sociétés chinoises liées à la construction d'îles artificielles en mer de Chine méridionale

Relations US – Chine : évaluation de la mise en œuvre de l'accord de phase-1 a eu lieu le 25 août

Chaînes de valeur : Le Japon, l'Inde, et l'Australie proposent la « Supply Chain Resilience Initiative » dans le but de réduire leur dépendance à la Chine

Relations Chine-Australie : une méga acquisition chinoise dans le secteur des boissons bloquée par le gouvernement australien

CLIMAT DES AFFAIRES [\(ici\)](#)

Climat des affaires : publication d'un avis sur le soutien au développement des PME comportant un ensemble de mesures sur la propriété intellectuelle

INDUSTRIE ET NUMERIQUE [\(ici\)](#)

Politique industrielle : Xi Jinping donne des précisions sur sa vision du concept du « double cycle domestique, et international »

Economie numérique : le CEO de TikTok démissionne alors que l'entreprise porte plainte contre le gouvernement américain

Diplomatie : le développement des groupes technologiques chinois en Inde impacté par la détérioration des relations diplomatiques

Politique industrielle : un rapport identifie les principales entreprises bénéficiaires des « nouvelles infrastructures »

Propriété intellectuelle : CNIPA signe un accord de coopération avec JD.com

Propriété intellectuelle : publication d'un avis sur le soutien au développement des PME comportant un ensemble de mesures sur la propriété intellectuelle

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS [\(ici\)](#)

Transport aérien : rétablissement du trafic intérieur, mais un trafic international toujours en berne



Transport aérien : dépistage obligatoire au COVID-19 des passagers avant embarquement en France des vols à destination de la Chine

Aéronautique : SF franchit une nouvelle étape pour son projet de drones cargo FH-98

Développement durable : publication d'un plan d'action de renforcement de la gestion des déchets ménagers

Transports : China Railway annonce des objectifs de développement du réseau ferroviaire chinois à horizon 2035

Energie : identification de centres des données à haute performance environnementale

ACTUALITES REGIONALES ([ici](#))

Delta du Yangtsé (Anhui) : symposium sur l'intégration du YRD mené par Xi Jinping

Delta du Yangtsé (Zhejiang) : signature d'un accord de coopération interprovincial pour la surveillance du marché du delta

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

HONG KONG

Covid-19 : Les mesures de distanciation sociale sont prolongées avec l'assouplissement de 3 mesures à partir du 28 août et jusqu'au 3 septembre

Secteur immobilier : mesure prudentielle pour soutenir le secteur immobilier commercial et de bureau

Tensions sino-américaines : Report au 9 novembre de l'exigence d'étiquetage "made in China" des produits hong kongais exportés aux Etats-Unis

Bourse : Ant group prépare son introduction à la bourse de Hong Kong et de Shanghai

MACAO

Economie de Macao en récession : le PIB de Macao se contracte de 67,8% au T2 2020

Commerce extérieur : les échanges commerciaux de Macao ont chuté de -27,9% au 1^{er} semestre 2020 à 4,4 Mds USD

Commerce bilatéral : les exportations françaises vers Macao ont baissé de -72,6% à 72,9 M EUR au 1^{er} semestre 2020.

TAIWAN ([ici](#))

Parcs scientifiques : des revenus toujours en hausse

Transition énergétique : augmentation de la production électrique d'origine renouvelable

CONJONCTURE

Finances publiques : les recettes publiques enregistrent une croissance de +4,3% en juillet ; 2 560 Mds RMB de *special purpose bonds* ont été émises à un taux d'intérêt de 3,36%

Le recul des recettes publiques, imputable au ralentissement de l'activité économique et de la consommation des ménages sur la période ainsi qu'aux exonérations/réductions d'impôts pour les entreprises en difficulté durant l'épidémie, s'infléchit depuis le début du mois de juin : la diminution est de -8,7% (g.a.) entre janvier et juillet contre -10,8% (g.a.) au S1 2020. En effet, les recettes publiques enregistrent une croissance de +4,3% en juillet, principalement due au rebond de la production industrielle qui affiche un taux de croissance positif depuis avril. Les recettes fiscales et les recettes non fiscales se contractent de -8,8% et de -7,7% respectivement entre janvier et juillet. Il convient également de noter que les droits de timbre ont fortement progressé de +20,3% entre janvier et juillet contre +8,8% au S1 grâce à *bull market* en juillet, la perception des droits de timbre sur les titres augmentant de +35,3% entre janvier et juillet contre +16% au S1.

Les dépenses publiques reculent de -3,2% entre janvier et juillet, contre -5,8% au S1 2020.

S'agissant des *special purpose bonds* dont le quota pour 2020 est fixé à 3 750 Mds RMB durant les Lianghai en mai, jusqu'à présent, 3 550 Mds RMB ont été accordé aux gouvernements locaux. Au 16 août, 2 560 Mds RMB de *special purpose bonds* accordées ont été émises, soit une croissance de +51% en g.a., et le taux d'intérêt moyen de ces obligations émises était de 3,36%, en baisse de 7 pdb par rapport à la même période de 2019.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Banques : le ratio des prêts « inclusifs » non performants s'élève à 2,99% fin juin

Fin juin, l'encours des prêts « inclusifs » (les prêts inférieurs à 10 MRMB accordés aux PME et aux particuliers pour des raisons opérationnelles) du secteur bancaire a atteint 13 700 Mds RMB, en hausse de 28,4% en g.a., et ceux des cinq grandes banques d'Etat ont augmenté de 34,6% en g.a. Au premier semestre de l'année, le taux d'intérêt moyen des nouveaux prêts « inclusifs » était de 5,94%, en baisse de 0,76 point de pourcentage par rapport au taux d'intérêt moyen pour toute l'année 2019. L'encours des prêts « inclusifs » non performants a atteint 400 Mds RMB à fin juin, en hausse de 9,25% depuis le début de l'année. Le ratio des prêts « inclusifs » non performant était ainsi passé à 2,99% à la fin du premier semestre et se rapproche désormais de la « limite de tolérance », indique le communiqué du régulateur des banques et des assurances (CBIRC). Le ratio de prêts totaux non performants pour le secteur bancaire chinois a globalement atteint 2,1% sur la même période, en hausse de 0,08 point de pourcentage par rapport au début de 2020, avec une croissance de 34,4% en g.a. pour l'encours des prêts totaux non performants à 13 000 Mds RMB.

Les régulateurs chinois ont mis en garde contre une flambée des créances douteuses à plusieurs reprises cette année, car de nombreuses entreprises et particuliers ont eu du mal à rembourser leurs dettes dans le contexte du Covid-19. Le président de la CBIRC, Guo Shuqing, a déclaré dans une interview le 14 août que les prêts non performants continueraient probablement d'augmenter du fait que certaines entreprises ont été autorisées à retarder le remboursement en vertu de politiques de soutien destinées à amortir l'impact économique du Covid-19. Depuis le début de l'année, les institutions bancaires ont prolongé les périodes de remboursement du principal et des intérêts de 2 460 Mds RMB de prêts aux petites et moyennes entreprises et aux entreprises exportatrices. Bien que les régulateurs s'inquiètent de la croissance des créances douteuses, la CBIRC a déclaré dans son communiqué que l'augmentation est « à la fois normale et nécessaire », car l'économie a besoin d'un soutien continu du crédit pour revenir à la normale face à la « catastrophe du siècle ».

Afin de désamorcer les risques, les régulateurs chinois ont permis à 18 gouvernements provinciaux de recapitaliser certaines petites et moyennes banques avec jusqu'à 200 Mds RMB provenant de la vente d'obligations gouvernementales locales. En outre, la CBIRC pourrait assouplir les réglementations sur la manière dont les banques commerciales classent leurs actifs non performants afin d'atténuer certaines tensions financières sur les banques.

Marché financier : la Cour suprême de la Chine réduit les taux d'intérêt légaux des prêts privés

La *Supreme People's Court (SPC)* a modifié le plafond des taux d'intérêt offerts par les prêteurs particuliers et les entreprises sans licence de prêt. Seuls les prêts dont les taux d'intérêt sont égaux ou inférieurs à ce niveau offriront aux emprunteurs et aux prêteurs une protection juridique et un soutien judiciaire pour faire appliquer le recouvrement. Le plafond, qui entre en vigueur immédiatement, est désormais fixé à 15,4 %, soit quatre fois le taux préférentiel des prêts nationaux (LPR) à un an (le plafond était auparavant fixé à 24%). Selon une interprétation judiciaire du *SPC* publiée en 2015, *SPC* a également déclaré que les taux des prêts privés supérieurs à 36% étaient illégaux et que les taux de 24% à 36% seraient tolérés par les tribunaux tant que les emprunteurs seraient prêts à payer. L'abaissement du plafond vise à stimuler le développement des petites et moyennes entreprises, à réglementer et à assurer le développement stable des activités de crédit privé et à faire avancer la marchandisation des taux d'intérêt des prêts privés.

La Chine tolère depuis longtemps les prêts privés, les considérant comme un complément nécessaire au système bancaire formel pour soutenir financièrement les petites entreprises. Celles-ci sont souvent rejetées par les banques qui préfèrent limiter leurs risques en prêtant aux entreprises publiques. Le *Wenzhou Private Finance Index* - un indice des taux d'intérêt des prêts privés - montre que les taux des prêts privés ont fluctué entre 10% et 25% depuis 2012.

Ouverture financière : Blackrock, Temasek et China Construction Bank s'apprêtent à créer une coentreprise de gestion de patrimoine en Chine

Le 22 août, le régulateur des banques et des assurances chinois (CBIRC) a approuvé la création d'une nouvelle société de gestion de patrimoine basée à Shanghai, qui sera détenue par *BlackRock* (premier gérant d'actifs au monde), *Temasek Holdings Pte Ltd.* (Singapour) et *China Construction Bank Corp.* *BlackRock* et *Temasek* détiendraient conjointement 60% de participation de la nouvelle coentreprise. A fin mai, le marché des produits de gestion de patrimoine était estimé à un total de 90 100 Mds RMB (13 000 Mds USD). En outre, *BlackRock* est également dans l'attente (depuis le 1^{er} avril) de l'approbation du régulateur des valeurs mobilières chinois (CSRC) pour la création d'une entreprise de fonds communs en propriété exclusive. En octobre 2019, *Amundi*, le plus gros gérant d'actifs en Europe, avait déjà obtenu l'accord des régulateurs chinois pour lancer une coentreprise avec *Bank of China Wealth Management*, filiale de *Bank of China*.

Internationalisation du RMB : la Chine veut faciliter l'utilisation du yuan dans le commerce et l'investissement transfrontaliers

Dans son dernier rapport annuel sur l'internationalisation du RMB, la PBoC a déclaré qu'elle insisterait sur une méthode axée sur le marché pour faciliter le commerce et l'investissement transfrontaliers et élargir l'accès aux investisseurs étrangers qui investissent dans des obligations et des actions chinoises en utilisant le yuan. Selon ce rapport, l'utilisation transfrontalière du yuan aurait augmenté rapidement en 2019 malgré une croissance économique en ralentissement. Cependant, l'internationalisation du RMB a encore un long chemin à parcourir étant donné la faible part du yuan sur le marché des changes mondial : la part du yuan sur le marché des changes mondial serait passée à 4,3% l'année dernière, en hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à fin 2016. Le yuan se classait au cinquième rang mondial en tant que devise de paiement, mais n'était utilisée que pour 1,76% des paiements à l'échelle internationale (malgré le fait que la Chine représente plus de 10% du commerce mondial de marchandises). En 2019, les banques présentes sur le marché chinois ont traité 19 670 Mds RMB (2 830 Mds USD) de paiements transfrontaliers en yuans pour le compte de leurs clients (+24,1% en g.a.), un record (malgré un ralentissement de la croissance - 46,3% en 2018). En 2019, plus de 70 banques centrales ou autorités monétaires ont incorporé des actifs en yuans dans leurs réserves de change. Selon les données du Fonds monétaire international (FMI), à fin 2019, les actifs en yuans représentaient 1,95% du total des réserves en devises détenues par environ 150 économies ; le yuan se classe ainsi au cinquième rang des devises. Cette part était supérieure de 0,88 point de pourcentage à celle de la fin de 2016, lorsque le yuan a officiellement rejoint le panier de devises des droits de tirage spéciaux (SDR) du FMI. En 2019, la part du yuan négocié aux Etats-Unis est tombée à 7,8% sur le marché offshore sous l'effet des tensions entre la Chine et les Etats-Unis, contre 8,5% l'année précédente, selon le rapport de la PBoC.

Au cours des dernières années, la Chine a intensifié ses efforts pour réformer ses marchés financiers et encourager davantage d'investisseurs étrangers à investir dans le pays. En septembre 2019, la Chine a décidé de supprimer les restrictions de quota sur deux grands programmes d'investissements transfrontaliers - les programmes d'investisseurs institutionnels étrangers qualifiés (QFII) et les programmes d'investisseurs institutionnels étrangers qualifiés en RMB (RQFII). En 2019, les flux de capitaux entrants via le programme RQFII a atteint 129,3 Mds RMB, et les flux de capitaux sortants ont atteint 155,3 Mds RMB, entraînant un afflux net de 26 Mds RMB, selon le rapport de la PBoC.

Marché boursier : les 18 premières entreprises inscrites sur le ChiNext dans le cadre du système d'enregistrement débutent leurs négociations à partir du 24 août

Les 18 premières entreprises inscrites sur le ChiNext dans le cadre du système d'enregistrement ont commencé leurs négociations à partir du 24 août. Lors du premier jour du lancement du système d'enregistrement sur le ChiNext, les 18 nouvelles entreprises inscrites ont levé au total 20,1 Mds RMB, près de 30% de plus que ce qui était initialement prévu, avec un ratio prix / bénéfice (*price-to-earning ratio*) moyen d'émission de 39,3 fois. Ces 18 nouvelles actions ont bondi entre +43,1% et +1 061,4%

par rapport à leurs prix d'émission lors du premier jour de cotation, conduisant à une forte hausse hebdomadaire de +4,8% sur le ChiNext (SSE Index : +0,7% ; CSI 300 : +2,7%). Outre les 18 actions nouvellement cotées, d'autres actions actuellement cotées sur le ChiNext seront également soumises aux nouvelles règles de la réforme du système d'enregistrement.

Pour mémoire, le régulateur des valeurs mobilières chinois (CSRC) a mis en œuvre le système d'enregistrement appelé à se substituer au système d'approbation sur le ChiNext à la Bourse de Shenzhen en juin, environ un an après le lancement initial de ce système par STAR Market, visant à améliorer l'attrait du marché chinois pour les entreprises technologiques. Les fluctuations quotidiennes des nouvelles actions lors des cinq premiers jours de négociation ne sont plus soumises à des limites de prix (auparavant, la limite était de 10%). Après, la limite de variation des actions s'élèvera de 10% à 20%. Actuellement, le ChiNext attire 849 sociétés cotées en bourse pour une capitalisation boursière totale de 9 667 Mds RMB. Les startups de haute technologie représentent plus de 90% des sociétés cotées sur le ChiNext.

Les 18 nouvelles sociétés cotées	Cours d'émission	Variation le premier jour de cotation (%)	Cours de fermeture le 28 août	Variation hebdomadaire (%)	Evolution hebdomadaire (%)	Turnover rate (%)
Beijing Fengshangshiji Culture Media Co.,Ltd.	222,00	43,33	155,22	63,03	-21,41	169,24
Yangling Metron New Material Co.,Ltd.	60,00	46,23	55,76	67,28	-20,41	227,13
Anhui Landun Photoelectron CO.,LTD.	70,00	42,56	59,35	112,08	-8,24	267,42
Ningbo Kbe Electrical Technology Co.,Ltd.	99,00	341,25	94,91	450,29	-40,10	314,81
Academy of Environmental Planning and Design, Co.,Ltd. Nanjing University	133,00	103,19	132,88	108,45	-19,96	246,06
Chengdu Dahongli Machinery Co.,Ltd.	55,00	98,96	59,88	311,83	-9,27	321,43
Anker Innovations Technology Co.,Ltd	130,00	61,64	127,80	65,00	-12,98	219,53
Shengyuan Environmental Protection Co.,Ltd	38,00	90,74	44,39	252,33	-3,04	309,63
Shenzhen Jame Technology Corp., Ltd.	67,94	51,60	58,60	89,94	-22,15	223,38
Contec Medical Systems Co.,Ltd	55,00	2 538,58	90,80	2 538,58	-23,05	280,82
Shenzhen Honor Electronic Co., Ltd.	75,00	85,28	96,31	103,40	13,31	267,64
Hvsen Biotechnology Co., Ltd.	63,90	42,31	53,46	113,69	-13,57	218,36
Tansun Technology Co.,Ltd.	46,69	240,44	52,15	240,44	-31,86	235,10
Hichain Logistics Co.,Ltd.	49,16	32,52	53,01	107,13	-8,59	236,45
Jieqiang Co.,Ltd.	160,00	45,80	119,31	105,71	-17,72	175,58
Guangdong Modern High-tech Fiber Co., Ltd	59,00	89,20	55,59	259,03	-8,19	319,42
Anhui Jinchun Nonwoven Co.,Ltd	48,00	43,35	68,00	183,37	15,65	263,93
zhejiang wecome pharmaceutical company limited	77,00	52,42	69,21	112,97	-14,60	225,55

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relations US – Chine : nouvelles restrictions sur les exportations vers 24 sociétés chinoises liées à la construction d'îles artificielles en mer de Chine méridionale

Le *Bureau of Industry and Security* (BIS) du département américain du Commerce a [annoncé](#) le 26 août l'inscription de 24 nouvelles sociétés chinoises sur sa liste des entités soumises au dispositif américain de contrôle des exportations (*Entity List*). Toutes les entités qui souhaiteront vendre à l'une de ces 24 sociétés des biens contrôlés en vertu de la réglementation américaine relative aux exportations de biens à double usage (*Export Administration Regulations* – EAR), devront solliciter une autorisation préalable, sous forme de licence individuelle, auprès du BIS.

Pour rappel, les EAR s'appliquent aux exportations, aux réexportations et aux transferts à l'intérieur d'un pays de biens à double usage (i) en provenance des États-Unis ; (ii) d'origine américaine ou dont le taux de composants d'origine américaine dépasse un certain seuil ; ou (iii) produits à partir de certaines technologies ou de certains équipements d'origine américaine.

A l'occasion d'un briefing organisé par l'administration américaine, le département du Commerce a fait savoir qu'environ 5 MUSD de biens soumis aux EAR avaient été exportés à destination de ces 24 entités au cours des cinq dernières années – un montant relativement modeste mais les autorités américaines disent également compter sur le coup porté à la réputation de ces sociétés en les inscrivant sur cette liste.

Parmi ces 24 sociétés, figurent cinq filiales de China Communications Construction Company (CCCC), l'une des principales entreprises publiques de construction associée à l'initiative des nouvelles routes de la soie. CCCC fait l'objet de vives critiques de la part des autorités américaines qui l'accusent de corruption, de pratiques prédatrices et de destruction de l'environnement.

Le Département d'État a pour sa part [annoncé](#) l'inéligibilité d'individus chinois et de leurs proches aux visas américains y compris de dirigeants de sociétés publiques liées à la construction d'îles en mer de Chine.

C'est la première fois que les États-Unis imposent des sanctions économiques à des entités chinoises pour leurs actions dans la mer de Chine méridionale. Washington avait ajouté à plusieurs reprises des entreprises la liste des entités pour leur rôle présumé dans la persécution des Ouïghours au Xinjiang ([Brèves de la semaine du 20 juillet 2020](#)).

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a dénoncé les sanctions américaines comme l'ingérence dans les affaires intérieures de la Chine.

[Lire la réaction du ministère des Affaires étrangères](#)

Récapitulatif des principales sanctions américaines visant des entreprises chinoises

Date	Entreprise(s) concernée(s)	Nature de la mesure
Avril 2018	ZTE (télécommunications)	Interdiction de commercer pendant 7 ans avec les entreprises américaines (<i>levée de l'interdiction en juin, en échange de l'imposition d'une lourde amende</i>)
Octobre 2018	CGN (nucléaire civil)	Mesures de contrôle des exportations, étendues en août 2019 avec l'inscription de CGN sur la « liste des entités » (<i>interdiction aux entreprises</i>

		<i>américaines de fournir CGN sauf octroi d'une licence par le département du Commerce)</i>
Octobre 2018	Jinhua (semi-conducteurs)	Inscription sur la « liste des entités » (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir Jinhua sauf octroi d'une licence par le département du Commerce)</i>
Mai 2019	China Mobile (télécommunications)	Interdiction d'opérer sur le territoire américain (fourniture de services de télécommunications internationaux)
Mai 2019	Huawei et ses filiales (télécommunications)	Inscription de Huawei sur la « liste des entités » (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir Huawei sauf octroi d'une licence par le département du Commerce)</i>
Juin 2019	Sugon (superordinateurs)	Inscription de Sugon sur la « liste des entités » (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir Sugon sauf octroi d'une licence par le département du Commerce)</i>
Juillet 2019	Zhuhai Zhenrong (pétrole)	Violation des sanctions vis-à-vis de l'Iran / blocage des biens et intérêts de l'entreprise sur le territoire américain
Août 2019	Huawei, ZTE (télécommunications), Hikvision, Dahua, Hytera (vidéosurveillance)	Interdiction de participer aux marchés publics conduits par les administrations fédérales américaines
Septembre 2019	Filiales de COSCO (transport maritime)	Violation des sanctions vis-à-vis de l'Iran / gel des avoirs américains
Octobre 2019	Hikvision, Dahua (vidéosurveillance), Sensetime, Megvii, Yitu Technologies (reconnaissance faciale), iFlytex (reconnaissance vocale)	Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur implication présumée dans la campagne de violation des droits de l'homme dans le Xinjiang (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce)</i>
Mai 2020	Cloudminds (robots intelligents), K Logistics (logistiques), Qihoo 360 (logiciels) Skyeye Laser (télédétection)	Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur engagement présumé dans les activités militaires et les armes de destruction massive (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce)</i>
Mai 2020	Huafu (vêtements), CloudWalk (reconnaissance faciale), FiberHome (télécommunications), NetPosa (vidéosurveillance)	Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur implication présumée dans la campagne de violation des droits de l'homme dans le Xinjiang (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce)</i>
Juillet 2020	Esquel, Synergy, Taida Apparel (vêtements), Bitland (laptops), Meiling (électroménager), Haolin (accessoires de cheveux),	Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur implication présumée dans la campagne de violation des droits de l'homme dans le Xinjiang (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce)</i>

Août 2020	Huawei et ses filiales (télécommunications)	Nouvelles règles limitant l'accès de Huawei aux puces américaines fabriquées à l'étranger (<i>interdiction aux entreprises non-américaines de fournir à Huawei à l'aide de technologie américaine sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>) Inscription sur la « liste des entités » de 38 filiales de Huawei
Août 2020	China Communications Construction Company (construction), Huanjia Telecommunication , Guoguang Data Communications (télécommunications)	Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur implication présumée dans la construction d'îles artificielles en mer de Chine méridionale (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>)

Relations US – Chine : évaluation de la mise en œuvre de l'accord de phase-1 a eu lieu le 25 août :

Le vice-Premier ministre Liu He s'est entretenu le 25 août par téléphone avec le représentant au commerce Robert Lighthizer et le secrétaire du Trésor Steven Mnuchin. D'après le gouvernement chinois, le dialogue aurait été « constructif concernant le renforcement de la coordination des politiques macroéconomiques et la mise en œuvre de l'accord de phase-1 ».

Le département au Commerce américain a annoncé dans un communiqué que les négociateurs avaient discuté des mesures supplémentaires nécessaires pour faire progresser l'accord commercial, notamment en termes de protection de la propriété intellectuelle et d'obstacles au marché.

D'après un [journaliste proche de Liu He](#), « l'atmosphère des discussions entre les deux parties était harmonieuse et les échanges dans les domaines de l'agriculture et des finances ont été relativement aisés ». Les parties se sont selon lui engagées au succès de l'accord malgré les tensions actuelles.

Pour rappel, le dialogue entre les négociateurs chinois et américains devait initialement avoir lieu le 15 août mais aurait été annulé par le Président américain (« I don't want to talk to China right now »). (Brèves de la semaine du 17 août 2020).

La Chine s'est engagée, en janvier, à importer pour 173 Md\$ de biens américains sur l'ensemble de l'année. Elle n'en a importé seulement 48,5 Md\$ sur les sept premiers mois de l'année et sera loin de respecter ses engagements en 2020.

Chaînes de valeur : Le Japon, l'Inde, et l'Australie proposent la « Supply Chain Resilience Initiative » dans le but de réduire leur dépendance à la Chine

Le Japon, l'Inde, et l'Australie ont proposé la *Supply Chain Resilience Initiative (SCRI)* sous l'impulsion du ministre de l'Economie du Japon. La SCRI serait une chaîne de production et d'approvisionnement régionale alternative à la Chine, qui pourrait être ouverte aux pays de l'ASEAN dans le futur. Aucune mesure concrète n'a été annoncée mais les détails de la SCRI seront discutés en septembre lors du Sommet entre l'Inde et le Japon.

En juillet, le gouvernement japonais avait accordé 653 MUSD de subventions à 87 entreprises pour que celles-ci transfèrent leurs lignes de production de la Chine vers le Japon ou l'Asie du Sud-Est ([voir les brèves de la semaine du 20 juillet](#)).

L'Inde a quant à elle bloqué 59 applications chinoises dont TikTok et WeChat, à la suite des confrontations militaires dans l'Himalaya. Elle envisage par ailleurs des mesures de sauvegarde contre les réexportations chinoises via les pays en Asie du Sud-Est et une hausse des droits de douane sur les importations en provenance de Chine ([voir les brèves de la semaine du 3 août](#)).

La relation bilatérale entre l'Australie et la Chine est par ailleurs fortement dégradée depuis la demande australienne d'une enquête indépendante sur l'origine de la Covid-19. L'Australie a subi des droits de douanes de 80,5% sur ses exportations de l'orge et d'un blocage partiel d'exportation de son bœuf, ainsi d'une enquête antidumping sur ses exportations du vin au cours des derniers mois.

Ces trois pays, ainsi que les Etats-Unis, font partie du *Quadrilateral Security Dialogue (Quad)*. Le Quad est un forum informel stratégique initialement lancé en 2017 par le Japon, avec le soutien des Etats-Unis, de l'Inde et de l'Australie ; il a été suspendu en 2008, à la suite d'une amélioration des relations diplomatiques entre la Chine et ses pays voisins ; mais en 2017, il a été ressuscité par l'administration de Donald Trump comme une partie de sa stratégie de l'Indo-Pacifique.

Part de la Chine dans le commerce extérieur (année 2019) :

	Japon	Inde	Australie	ASEAN
Part de la Chine dans les importations	23,5%	14,3%	25,5%	23,5%
Part de la Chine dans les exportations	19,1%	5,3%	32,8%	15,3%

Source : International Trade Center

Relations Chine-Australie : une méga acquisition chinoise dans le secteur des boissons bloquée par le gouvernement australien

Le 25 août, le géant chinois des produits laitiers *China Mengniu Dairy* s'est vue contrainte d'[annuler](#) son plan d'acquisition de 430 MUSD de l'entreprise australienne *Lion Dairy*, actuellement contrôlée par la société japonaise Kirin. Le 20 août, *l'Australian Financial Review* avait [révélé](#) le 20 que le ministre des Finances australien souhaitait annuler l'acquisition, malgré l'avis positif du *Foreign Investment Review Board (FIRB)*, du Trésor australien et de l'autorité de la concurrence. Le Ministre des finances peut en effet depuis juin 2020, en dernier ressort, imposer des conditions ou annuler un projet d'investissement, même après le feu vert du FIRB.

Cela constitue un épisode supplémentaire dans la saga des tensions sino-australiennes (voir brève précédente).

Retour au sommaire ([ici](#))

CLIMAT DES AFFAIRES

Publication d'un avis sur le soutien au développement des PME comportant un ensemble de mesures sur la propriété intellectuelle

Dix-sept ministères et administrations ont publié conjointement, le 24 juillet 2020, un avis portant un ensemble d'initiatives visant à soutenir le développement des petites et moyennes entreprises (PME). Parmi ces administrations, figurent notamment le ministère de l'industrie et des technologies de l'information (MIIT), le ministère des finances (MoF) mais aussi l'office chinois de propriété industrielle (CNIPA).

Ce texte comporte des propositions d'amélioration du système de soutien au développement des PME qui sont articulées en 25 points. Il contient plusieurs mesures en matière de propriété intellectuelle, relatives à différents aspects de la matière.

L'avis propose ainsi une amélioration des lois, règlements et politiques en matière de protection des droits de propriété intellectuelle, permettant par exemple un renforcement des mécanismes de sanction et d'indemnisation au bénéfice des titulaires de droits. Est également mentionnée la structuration de clusters de services en matière de propriété intellectuelle, visant à mieux informer et mieux accompagner les entreprises sur ces sujets. Le texte envisage par ailleurs la mise en place de leviers incitatifs à l'innovation, complémentaires à un système de PI permettant aux PME de mieux gérer, protéger et défendre leurs droits. Ces mesures pourraient également s'accompagner de mesures de facilitation des procédures de dépôt et de maintien des titres de PI. Enfin, est également abordée la question de la résolution des litiges de PI, avec la promotion de mécanismes a priori plus favorables aux PME, tels que le recours à la médiation.

Les PME, qui représenteraient en Chine plus de 70 % de l'innovation technologique sont par ailleurs présentées dans le texte comme la « principale force de développement économique et social national ».

[Lire l'avis complet](#) (en chinois)

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Politique industrielle : Xi Jinping donne des précisions sur sa vision du concept du « double cycle domestique, et international »

A l'occasion d'une réunion sur la politique économique du pays en présence d'économistes et de hauts dirigeants, dont les vice-premiers ministres Liu He et Han Zheng, Xi Jinping a présenté sa vision de la théorie du « double cycle domestique, et international » (双循环). Celle-ci avait été mentionnée pour la première fois en mai dernier, puis reprise en juillet ([voir brèves du 20 juillet 2020](#)) à l'occasion d'une rencontre avec des entreprises. Cette approche devrait largement influencer le 14^{ème} plan quinquennal (2021-2025). Actuellement en phase de [consultation](#) et de préparation, ce dernier devrait être présenté en mars 2021.

Comme [pressenti](#) depuis plusieurs mois, cette nouvelle approche devrait renforcer le rééquilibrage des priorités industrielles chinoises vers le marché domestique, perçu comme complémentaire du marché international. Pour Xi Jinping, un fossé serait apparu ces dernières années entre un environnement international « affaibli » et une demande intérieure dont la valeur ajoutée a progressé de 100% sur les sept dernières années. Les principaux avantages du marché chinois seraient « un marché immense » et « une structure industrielle complète ». Le développement des capacités d'innovation indigènes doit permettre au pays de renforcer son indépendance en matière d'innovation, notamment dans les technologies identifiées comme « clés », où l'innovation présentée comme une « guerre qu'il faut gagner » (打好关键核心技术攻坚战).

Malgré cela, le dirigeant chinois reconnaît la dépendance de la Chine envers les ressources internationales que sont les entreprises et les talents étrangers. Les coopérations avec en matière de recherche et d'innovation sont ainsi présentées comme des « alliages » (炼) qui renforcent la résistance de l'économie chinoise, bien que présentant des « risques » qui doivent être contrôlés. Dans le domaine de la recherche, la volonté d'attirer des talents étrangers de classe mondiale est par exemple réaffirmée, renvoyant aux programmes d'attraction tels que « [1000 talents](#) », cibles des critiques américaines. De même, Xi Jinping rappelle « l'ouverture » du marché aux marchandises et facteurs productifs étrangers, bien que les entreprises étrangères [mettent régulièrement en cause](#) les règles d'accès au marché chinois.

Cette nouvelle approche s'inscrit donc dans la continuité de la politique économique et industrielle de ces dernières années. A court terme, l'accent mis sur le marché domestique dans la rhétorique officielle peut s'interpréter par la relative résilience de celui-ci face à l'épidémie de covid-19 et le fait qu'il représente, pour les entreprises chinoises, un relais de croissance dans un contexte de déclin de la demande mondiale. A moyen terme, cette stratégie pourrait également se justifier par la rivalité commerciale et technologique avec les Etats-Unis, qui teste la résilience de l'économie chinoise.

Economie numérique : le CEO de TikTok démissionne alors que l'entreprise porte plainte contre le gouvernement américain

Kevin Mayer, qui avait été nommé le 19 mai dernier à la tête de TikTok, a [présenté](#) sa démission le 26 août.

L'application, qui appartient au groupe chinois ByteDance, avait porté [plainte](#) deux jours auparavant contre le gouvernement américain, remettant en cause la légalité des *executive orders* adressés à son encontre ces dernières semaines. Le 6 août, le président Donald Trump avait signé un premier *executive order*, bannissant TikTok et WeChat du territoire américain après un délai de 45 jours si la filiale américaine ne trouve pas de repreneur américain à cette échéance. Une [seconde ordonnance](#),

en date du 14 août, prolonge ce délai à 90 jours mais requiert que TikTok détruise les données des utilisateurs américains. L'administration américaine justifie ces décisions par des soupçons de liens entre ces entreprises et le gouvernement chinois, pouvant potentiellement menacer l'intégrité des données des utilisateurs américains.

Des discussions [auraient été engagées](#) avec Microsoft, Twitter, SoftBank, et Oracle pour la reprise des activités américaines de l'application, estimées entre 20 Mds USD et 50 Mds USD, mais celles-ci semblent progresser difficilement. Netflix, mais aussi Alphabet et Apple, se seraient, de leur côté, [retirés](#) des négociations.

TikTok rejette sa caractérisation en tant que « *unusual and extraordinary threat* » requise pour justifier les sanctions prises ces dernières semaines et [accuse](#) le gouvernement américain de ne pas avoir suivi la procédure (*due process*) en ne prévenant pas l'entreprise de ces sanctions. L'entreprise met également en avant sa politique de localisation des données sur le territoire américain (et singapourien), ainsi que sa politique de recrutement d'effectifs locaux aux niveaux de la direction et de la régulation des contenus. A ce titre, la démission de son dirigeant, de nationalité américaine et un ancien cadre de Disney, illustre néanmoins les difficultés de cette dernière pour se détacher des tensions actuelles avec les Etats-Unis. Le 21 août, l'organisation [WeChat Users Alliance](#) a également enclenché une démarche similaire, tout en menant une levée de fonds pour réunir les 100 000 USD nécessaires aux frais de justice.

Diplomatie : le développement des groupes technologiques chinois en Inde impacté par la détérioration des relations diplomatiques

Bien que non-officielle à ce stade, la décision du gouvernement indien de bannir Huawei de son réseau 5G serait, dans les faits, actée selon le [Financial Times](#), qui cite des sources sectorielles et gouvernementales. Les autorités indiennes auraient clairement indiqué leur volonté de s'écarter de Huawei, tout en choisissant de temporiser afin d'éviter une nouvelle montée des tensions. Alors que les infrastructures du premier opérateur indien, Reliance Jio, étaient déjà dépourvues d'équipements Huawei, l'impact pourrait être plus sensible pour Bharti Airtel ou Vodafone, dont une large partie du réseau était fourni par Huawei.

Dans le même temps, deux projets d'investissement du groupe Alibaba en Inde auraient également été remis en cause et le groupe pourrait geler tout nouveau projet dans le pays pendant les six prochains mois. Selon PitchBook, Alibaba et Ant Financial, sa filiale spécialisée dans les fintech, auraient investi plus de 2 Mds USD (1,69 Md EUR) dans les entreprises indiennes depuis 2015 et auraient en outre participé à des levées de fonds pour environ 1,8 Md USD (1,52 Md EUR). L'Inde a récemment pris de nouvelles mesures afin de contrôler plus rigoureusement les investissements entrants originaires de « pays frontaliers », et ce dans le but de préserver ses intérêts économiques et stratégiques durant la période de vulnérabilité due à l'épidémie du covid-19.

Xiaomi, qui a par ailleurs annoncé des revenus trimestriels en hausse de 3,1% en glissement annuel à l'échelle mondiale (6,56 Mds EUR), [a enregistré](#) une baisse de ses ventes en Inde de 28% entre janvier et décembre 2020, alors même que les mesures de confinement ont été largement levées dans le pays. Xiaomi, qui est la marque la plus vendue en Inde, attribue ces résultats à des difficultés dans sa production locale plutôt qu'à une baisse de la demande.

Pour rappel, ces événements interviennent dans un contexte de fortes tensions diplomatiques entre l'Inde et la Chine, dû notamment à de récents affrontements le long de leur frontière dans l'Himalaya.

Politique industrielle : un rapport identifie les principales entreprises bénéficiaires des « nouvelles infrastructures »

Le média Yi'ou a publié cette semaine un rapport d'analyse sur l'impact économique des « nouvelles infrastructures ». Pour rappel, selon la Commission Nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC) du 20 avril, cette dénomination concerne les « infrastructures de l'information » (réseaux 5G, serveurs cloud, infrastructures big data, etc.), les « infrastructures d'intégration » (transports intelligents, réseaux énergétiques connectés) et les « infrastructures d'innovation ». Ce concept a été élaboré lors de la Conférence économique de travail du gouvernement central à la fin de l'année 2018 et a été repris dans le rapport de travail du gouvernement à l'occasion des « deux assemblées » (*lianghui*) de mai 2020. Ces investissements constituent un élément important du plan de relance de l'économie chinoise suite à l'épidémie de covid-19.

Le rapport met l'accent sur l'importance des plans locaux dans la définition des priorités et l'allocation de ressources pour ces projets. La province du Guangdong s'est, à cet égard, montrée particulièrement active, publiant une cinquantaine de politiques liées à cette initiative. A titre d'exemple, la province du Hunan a annoncé le 11 août une liste de 100 projets éligibles, représentant des investissements totaux de 56,4 Mds CNY (6,9 Mds EUR).

Ces investissements sont en grande partie menés par les grandes entreprises du numériques. Au total, Yi'ou a recensé 32 519 entreprises technologiques impliquées dans cette initiative, dont la majorité ont été créées au cours des cinq dernières années. Encore une fois, le Guangdong est la province qui en accueille le plus (plus de 25 000), devant le Jiangsu (environ 18 000) et le Fujian (environ 14 000). Cependant, en considérant uniquement les 100 premières entreprises du classement, Pékin (26) arrive en tête parmi, devant le Guangdong (22), le Jiangsu (11) et le Zhejiang (11). Ces 100 entreprises-leaders sont par ailleurs plus expérimentées, puisque 70% d'entre elles ont plus de 16 ans d'existence. Parmi elles, on retrouve en premier lieu les grands groupes technologiques que sont Alibaba, Tencent ou Huawei.

Les prévisions de Yi'ou sur l'évolution du marché sont les suivantes :

- **véhicules à énergies nouvelles** : croissance de 8,8 Mds CNY (1,1 Md EUR- 2020) à 49,3 Mds CNY (6,04 Mds EUR- 2025) ;
- **data centers** : croissance de 188 Mds CNY (23 Mds EUR- 2020) à 467 Mds CNY (57 Mds EUR- 2025) ;
- **intelligence artificielle** : croissance de 64 Mds CNY (7,9 Mds EUR- 2020) à 344 Mds CNY (42 Mds EUR- 2025) ;
- **internet industriel** : croissance de 3 510 Mds CNY (430 Mds EUR- 2020) à 7 700 Mds CNY (943 Mds EUR- 2025).

[Lire le rapport de Yi'ou sur les « nouvelles infrastructures » \(en chinois\)](#)

Propriété intellectuelle : CNIPA signe un accord de coopération avec JD.com

Le 7 août 2020, le centre de recherche en développement de la propriété intellectuelle au sein de CNIPA a conclu un accord de coopération stratégique avec l'entreprise JD.com. L'objectif pour les deux structures est de mener des recherches collaboratives sur les questions de propriété intellectuelle, et notamment sur l'articulation entre propriété intellectuelle et innovation. Renforcer les avantages technologiques en matière d'innovation, cultiver des brevets de grande valeur ou encore mettre la technologie numérique au service de la transformation de l'industrie traditionnelle sont autant de points sur lesquels portera cette coopération.



Ces dernières années, JD.com s'est montré très actif dans les domaines technologiques du big data, cloud computing, intelligence artificielle ou encore blockchain. L'entreprise a développé un portefeuille de brevets important dans ces domaines, en témoignent les 121 demandes de brevets publiées sur le premier semestre 2020 dans le domaine de la blockchain. Ce partenariat lui apportera un ancrage dans monde de la propriété intellectuelle, ce qui lui permettra certainement de continuer à structurer et à renforcer sa stratégie dans ce domaine.

Quant au centre de recherche en développement de la propriété intellectuelle, la coopération lui ouvre une passerelle privilégiée avec le monde de l'industrie numérique. Ce centre, qui a été créé au sein de la CNIPA en mai 2001, est dédié à la recherche et à l'étude de la propriété intellectuelle au service de l'industrie. Il a vocation à apporter un éclairage pratique quant à la formulation des politiques de propriété intellectuelle, par le biais d'études et de rapports, et fournit un soutien aux entreprises pour une meilleure compréhension de l'ensemble des lois et règlements de propriété intellectuelle.

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Transport aérien : rétablissement du trafic intérieur, mais un trafic international toujours en berne.

Selon le cabinet d'étude ForwardKeys, au cours de la deuxième semaine du mois d'août, les arrivées dans les aéroports chinois ont atteint 86 % de leurs niveaux de 2019. S'agissant de l'offre aérienne, le cabinet OAG estime de son côté que lors de la semaine du 24 août, la capacité de vols réguliers intérieurs était supérieure de 2,6 % à celle de 2019 à la même période. Pour les analystes, cette dynamique du marché domestique est le fruit de plusieurs facteurs, incluant une situation sanitaire sous contrôle, une augmentation des capacités aériennes ainsi que de la demande de services aériens, elle-même stimulée par la levée des restrictions sur les voyages en groupes et des politiques tarifaires agressives des compagnies aériennes chinoises.

Le trafic aérien intérieur chinois devrait être rétabli à partir du mois septembre, et même renouer avec la croissance. Les compagnies chinoises bénéficient de cette conjoncture leur permettant d'opérer un redressement économique et financier, après avoir enregistré de nombreuses pertes au cours du premier trimestre 2020. En effet, selon les analystes, les revenus provenant des liaisons intérieures représentent près des deux tiers des revenus totaux des trois plus grandes compagnies chinoises (Air China, China Eastern et China Southern). Par ailleurs, le coût relativement bas du kérosène devrait également contribuer à améliorer les comptes des compagnies chinoises, en outre moins exposées que leurs concurrentes asiatiques à la reprise des routes internationales.

Les améliorations sur le marché intérieur ne sont pas accompagnées par une reprise importante du trafic aérien international, toujours soumis à de très fortes restrictions par les autorités chinoises. D'après OAG, le trafic international à destination de la Chine reste, en août 2020, inférieur de 90 % par rapport à celui constaté il y a un an. Air France a rouvert le 20 août dernier un vol hebdomadaire indirect depuis Paris vers Pékin, dérouté via Tianjin, en vertu de la réglementation chinoise actuelle interdisant toujours l'accès direct des aéroports de la capitale aux vols internationaux. Les autorités chinoises étudieraient toutefois une évolution de ces mesures, pour permettre une réouverture ordonnée des services aériens directs vers Pékin.

Transport aérien : Dépistage obligatoire au COVID-19 des passagers avant embarquement en France des vols à destination de la Chine

Pour rappel, le 20 juillet 2020, l'administration de l'aviation civile de Chine (CAAC), les douanes (GACC) et le ministère des affaires étrangères (WJB), publiaient des [directives conjointes](#) pour la mise en place graduelle de dépistage des passagers au test virologique (RT-PCR) avant embarquement dans les pays de départ pour des vols à destination de la Chine. Chaque ambassade de Chine à l'étranger était chargée de l'information sur la mise en place du dispositif dans son pays d'attache. A ce jour, près de 90 pays sont concernés. Le dispositif devrait continuer à s'étendre.

Le 24 août 2020, l'ambassade de Chine en France a notifié les autorités françaises de la mise en place de ces mesures sur le territoire français. A compter du 4 septembre 2020, tous les voyageurs, chinois ou étrangers, désirant se rendre en Chine par avion depuis ou via la France, doivent présenter un résultat négatif au test virologique (RT-PCR) avant l'embarquement, selon les [modalités de la notice publiée par l'Ambassade de Chine en France](#). A défaut de présentation du résultat d'un test RT-PCR négatif, les passagers risquent de se voir refuser l'embarquement par les transporteurs aériens.

Ces dispositions, certes contraignantes pour les transporteurs aériens étrangers ou chinois qui sont tenus à une vérification documentaire et sanitaires, devraient toutefois permettre de sécuriser leurs

opérations vers la Chine, dans la mesure où le risque « d'importation » de passagers potentiellement infectés diminuera. En effet, la réglementation actuellement en vigueur sur les vols internationaux fait toujours courir le risque d'une suspension immédiate des vols, [en vertu de la réglementation nationale actuelle datant du 4 juin dernier](#), en cas de détection à l'arrivée de cas positifs au COVID-19 sur les passagers testés (suspension d'une semaine au-delà de 5 cas positifs, voire d'un mois au-delà de 10 cas positifs).

Aéronautique : SF franchit une nouvelle étape pour son projet de drones cargo FH-98

SF UAS, la division drone de la société de livraison chinoise SF Express, créé en 2017, a annoncé avoir réalisé avec succès un premier vol d'essai d'un drone cargo transportant des marchandises, le 21 août 2020, reliant en une heure la région montagneuse du Ningxia à la Mongolie intérieure.

Contrairement à des entreprises concurrentes, testant des drones de livraison de petites capacités pour déposer un colis unique dans des zones de proximité, le drone de SF, baptisé Feihong-98 (FH-98), dérivé de l'appareil turbopropulseur Y5B de petite capacité développé par CAIGA (groupe AVIC), lui-même procédant du design de l'Antonov An-2, est conçu pour atteindre une distance de vol maximale de 1 200 km, avec une vitesse de 180 km par heure, pour une hauteur de survol jusqu'à 4500 mètres et une charge embarquée de 1,5 t.

Dans le cadre de ce projet, SF UAS a coopéré avec China Aerospace Times Electronics Co.,Ltd (CATEC), entreprise rattachée au groupe China Aerospace Science and Technology Corporation (CASC), spécialisée dans la fourniture de composants électroniques aérospatiaux. CATEC a effectué le vol inaugural du FH-98 en septembre 2018. Le premier appareil a été livré à SF UAS le 5 juillet 2020. De son côté, SF UAS a reçu l'approbation des autorités chinoises pour conduire de nouveaux vols d'essais sur neuf routes en Chine.

Développement durable : publication d'un plan d'action de renforcement de la gestion des déchets ménagers

La Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC), le Ministère de l'habitat et du développement urbain-rural (MoHURD) et le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) ont publié fin juillet un plan d'action pour renforcer la gestion des déchets ménagers. Le plan d'action vise à établir un système de tri sélectif des déchets ménagers dans la plupart des grandes villes chinoises et à augmenter la capacité et la qualité de l'incinération des déchets à l'horizon 2030. Le plan prévoit quatre mesures principales : (i) accélérer la construction des installations de tri sélectif et des équipements de collecte adaptés au tri, notamment dans les 46 villes pilotes désignées dans le Plan de mise en place d'un système de tri sélectif des déchets ménagers publié par la NDRC et le MoHURD en mars 2017 ; (ii) renforcer la capacité de traitement des déchets par l'incinération dans les régions où la production journalière des déchets dépasse 300 tonnes et atteindre le « zéro enfouissement » en 2023 ; augmenter les normes de conception et de construction des incinérateurs ; transformer les incinérateurs existants en augmentant leur niveau d'automatisation et en ajoutant une valorisation énergétique (par exemple, pour alimenter le chauffage urbain) ; (iii) arrêter de construire de nouveaux centres d'enfouissement dans les grandes villes et (iv) renforcer les capacités de traitement des déchets alimentaires.

Pour mémoire, un système de tri des déchets ménagers est entré en application à Shanghai et à Pékin respectivement depuis le 1^{er} juillet 2019 et le 1^{er} mai 2020 (cf. Brèves du SER du 1^{er} juillet 2019). Une loi sur les déchets solides, renforçant notamment les responsabilités des autorités locales en matière de tri des déchets ménagers, a été adoptée fin avril 2020 et entrera en vigueur le 1^{er} septembre de cette année (cf. Brèves du SER du 27 avril 2020).



[Lire ce plan d'action complet \(en chinois\)](#)

Transports : *China Railway* annonce des objectifs de développement du réseau ferroviaire chinois à l'horizon 2035

China Railway, opérateur en charge de la gestion du réseau ferroviaire chinois, vient de publier un plan de développement du secteur à horizon 2035. Ce plan prévoit d'étendre le maillage ferroviaire pour relier plus de villes de moindre taille : les villes de 200 000 habitants seraient desservies par le réseau ferroviaire classique tandis que les villes de plus de 500 000 habitants auraient accès au train à grande vitesse. En 2035, le réseau devrait donc consister d'env. 200 000 km de lignes ferroviaires dont env. 70 000 km de LGV, contre actuellement 139 000 km de lignes ferroviaires dont env. 35 000 km de LGV.

Pour mémoire, le développement du ferroviaire et surtout des lignes à grande vitesse est utilisé comme un moyen de développement économique majeur au niveau local. Ainsi, les stations le long de la ligne Pékin-Shanghai auraient attiré plus de 32 Mds EUR d'investissement depuis la création de la ligne (construction débutée en 2008, mise en service en 2011), et lors de la crise financière de 2008, le gouvernement chinois a recouru massivement à de nouveaux projets d'infrastructures ferroviaires pour relancer l'économie nationale. Cependant, ce développement massif de nouvelles lignes ferroviaires génère un risque financier conséquent pour l'opérateur chinois et les gouvernements locaux. *China Railway* serait endettée à hauteur de 5400 Mds de CNY (693 Mds EUR), soit un ratio d'endettement de 65,5 %. Cette dette est liée à un développement massif et actuellement non-rentable des lignes à grande vitesse sur le territoire national ; la dette globale liée à ces infrastructures portée par les gouvernements locaux pourrait atteindre 2448 Mds EUR. Conscientes de ces difficultés, les autorités chinoises entreprennent d'optimiser le fonctionnement économique du secteur et de ses opérateurs y compris en attirant des capitaux privés.

Energie : identification de centres des données à haute performance environnementale

Le Ministère de l'industrie et des technologies de l'information (MIIT), conjointement avec le Ministère du commerce (MofCom), l'Administration nationale de l'énergie (NEA) et trois autres autorités chinoises, ont publié le 20 juillet dernier un appel aux autorités locales pour recenser les *data centers* exemplaires sur le plan écologique. Ce recensement s'appuie sur un système d'évaluation analysant l'efficacité énergétique, l'économie circulaire, le traitement des déchets, le bilan carbone ou encore l'utilisation de technologies bas-carbone. De plus, le système de refroidissement des centres de données doit correspondre aux exigences du Plan d'action en faveur d'un refroidissement efficace publié par la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC) en juin 2019 (cf. Brèves du SER du 17 juin 2019).

La circulaire demande aux autorités locales compétentes de sélectionner des centres de données particulièrement exemplaires, de vérifier qu'ils conforment bien aux critères établis par le MIIT et de les signaler aux autorités centrales. La démarche consiste en une valorisation des meilleures pratiques, plus qu'en un renforcement des normes applicables à l'ensemble des centres de données chinois.

Pour mémoire, ce document est publié dans le cadre de l'application de la Directive visant à renforcer la transition écologique dans les centres de données publiée par le MIIT, la *National Government Offices Administration* (NGoA) et la NEA en février 2019 (cf. Brèves du SER du 11 février 2019).

[Lire cet appel complet \(en chinois\)](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)



ACTUALITES REGIONALES

Delta du Yangtsé (Anhui) : symposium sur l'intégration du YRD mené par Xi Jinping

Le 20 août à Hefei, dans le cadre de sa tournée d'inspection régionale, Xi Jinping a prononcé un discours à tonalité politique portant sur l'intégration du delta du Yangtsé. Xi Jinping a salué le développement déjà acquis et replacé l'intérêt de l'intégration du delta dans la stratégie du développement de l'économie « de haute qualité », tout en soulignant des priorités politiques à suivre pour le delta comme le rôle du parti en local et sur le plan régional, l'importance des normes politiques, la réformes de cadres. A également été encouragée la prise d'initiative par les trois provinces du delta, et la nécessité de lier l'intégration du delta à la période du 14^{ème} plan quinquennal. Pour rappel, le deuxième plan d'intégration du delta du Yangtsé a été publié en décembre 2019.

[Voir l'article du Shanghai Observer](#)

Delta du Yangtsé (Zhejiang) : signature d'un accord de coopération interprovincial pour la surveillance du marché

Suite au discours de Xi Jinping a eu lieu le 26 août à Jiashan (Zhejiang) une conférence pour la supervision du marché du delta du Yangtsé, tenue par les bureaux de Surveillance du marché concernés par la zone de démonstration du delta (couvrant un district de chaque province et de Shanghai). L'accord signé met en place une plus étroite coopération provinciale notamment pour l'octroi de licences de commerces et certifications, pour la tenue d'inspections, la réception et traitement de plaintes de consommateurs.

[Voir l'article de The Paper](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG et MACAO

Résumé :

HONG KONG : les mesures de distanciation sociale sont prolongées avec l'assouplissement de 3 mesures à partir du 28 août et jusqu'au 3 septembre ; mesure prudentielle pour soutenir le secteur immobilier commercial et de bureau ; tensions sino américaines : report de la nouvelle règle d'étiquetage «made in China» des produits hongkongaise au 9 novembre et suspension de l'accord d'exemption de taxe sur le transport maritime ; Ant Group prépare son introduction à la bourse de Hong Kong et de Shanghai.

MACAO : le PIB de Macao se contracte de 67,8% au T2 2020 ; au cours des 7 premiers mois 2020, les revenus bruts des jeux se sont contractés de -79,8% à 4,4 Mds USD ; les échanges commerciaux ont chuté de -27,9% au 1er semestre ; les exportations françaises vers Macao ont baissé de -72,6% à 72,9 M EUR au 1er semestre

HONG KONG

Covid-19 : Les mesures de distanciation sociale sont prolongées avec l'assouplissement de 3 mesures à partir du 28 août et jusqu'au 3 septembre

La limitation à 2 personnes des rassemblements publics, l'obligation du port du masque dans les lieux publics intérieurs et la fermeture des lieux culturels et sportifs, des bars et clubs sont maintenus. La quarantaine obligatoire à l'arrivée des visiteurs arrivant de Chine continentale, Macao et Taiwan est prolongée jusqu'au 7 octobre. **La rentrée sociale se fera à distance.**

Quelques assouplissements entreront en vigueur à **partir du 28 août et jusqu'au 3 septembre : le port du masque n'est plus obligatoire dans les parcs naturels et pour l'exercice du sport en plein air ; les restaurants pourront servir jusqu'à 21h au lieu de 18h** (et pendant les heures d'ouverture réduction de 50% de la capacité et 2 convives par table) ; parmi les lieux fermés, **les cinémas réouvrent** (à 50% de leur capacité et avec interdiction de manger et boire), ainsi que les **instituts de beauté et les installations sportives** (sports sans contacts uniquement comme les terrains de tennis et de golf).

Secteur immobilier : mesure prudentielle pour soutenir le secteur immobilier commercial et de bureau

La HKMA a modifié le 24 août les mesures prudentielles pour les propriétés commerciales en **augmentant le ratio *loan to value* (LTV) de 10 points de pourcentage à 50%**. Le ratio avait déjà été augmenté pour les prêts avec hypothèque pour l'acquisition de propriétés résidentielles en juin 2020 à 58% contre 48%. Le secteur immobilier commercial est touché de plein fouet par l'impact de la crise : depuis le précédent pic de juin 2019, les prix des bureaux ont chuté de 16% et ceux des commerces de 7%. Le taux de chômage élevé (6,1% en juin, dont 10,8% dans les secteurs de la distribution et du tourisme, 14,6% dans la restauration) et les mesures de distance sociale laissent présager des fermetures supplémentaires de points de vente et de restaurants.

Tensions sino-américaines : Report au 9 novembre de l'exigence d'étiquetage "made in China" des produits hong kongais exportés aux Etats-Unis :

Suite à la signature de l'Executive Order du 14 juillet, les douanes américaines ont publié le 11 août une notice indiquant que tous les produits de Hong Kong exportés vers les États-Unis devront porter la mention "Made in China" à partir du 25 septembre. **Le 24 août, l'entrée en vigueur de cette mesure a été repoussée par les Etats-Unis au 9 novembre.**



Suspension de l'accord Etats-Unis / Hong Kong d'exemption de taxes sur le transport maritime : le 20 août, les Etats-Unis ont suspendu l'accord bilatéral d'exemption de taxes sur les revenus des compagnies maritimes datant de 1989.

Bourse : Ant group prépare son introduction à la bourse de Hong Kong et de Shanghai

Ant Group, spécialiste chinois des paiements digitaux avec Alipay et propriété du groupe Alibaba, a initié le 25 août une procédure de double quotation auprès des bourses de Hong Kong et Shanghai qui pourrait lui permettre de lever 30 Mds USD. Cette opération très attendue à Hong Kong, fait suite à un premier semestre prometteur, malgré l'environnement dégradé, avec 59 nouvelles introductions et des levées de fonds de 11 Mds USD (+22% en g.a.). Le secteur des nouvelles technologies a dominé l'activité boursière à Hong Kong avec les quotations secondaires de NetEase et JD.com (quotées aux Etats-Unis) pour 7 Mds USD, soit 62% des levées de fonds. La capitalisation boursière de Hong Kong atteint 5 210 Mds USD en juillet (+26%) et le volume des transactions a progressé de 34% en sept mois.

MACAO

Economie de Macao en récession : le PIB de Macao se contracte de 67,8% au T2 2020

Le PIB de Macao s'est contracté de -48,7% au 1^{er} trimestre 2020 et -67,8% au 2^{ème} trimestre et l'Université de Macao prévoit un recul du PIB entre -55,7% et -59,1% en 2020. Les mesures prises pour contenir la pandémie ont conduit ces derniers mois à la quasi-fermeture des frontières de Macao, y compris avec Hong Kong et la Chine malgré des mesures d'assouplissement ces dernières semaines avec la ville frontalière de Zhuhai : **le nombre de visiteurs s'est effondré au 1^{er} semestre (-83,9% à 3,3 M) ainsi que les ventes de détail (-45,1% au 1^{er} trimestre).**

Au cours des 7 premiers mois 2020, les revenus bruts des jeux se sont contractés de -79,8% à 4,4 Mds USD. En juillet, leurs revenus ont reculé de -94,5% à 168 M USD.

Les dépenses totales des visiteurs ont chuté au 1^{er} semestre de 62% à 4 Mds USD dont 3 Mds USD (-61,5%) dans les jeux. Le taux d'occupation des 109 hôtels ouverts a chuté de 68% à 23,3% au 1^{er} semestre et 5 hôtels sont encore fermés en août 2020.

Commerce extérieur : les échanges commerciaux de Macao ont chuté de -27,9% au 1^{er} semestre 2020 à 4,4 Mds USD.

Les exportations (à 86% des réexportations de produits chinois) ont reculé de -19,5% à 650 M USD et les importations de -29,2% à 3,75 Mds USD. **Selon les douanes macanaises, la France conserve sa place de 3^{ème} fournisseur de Macao au 1^{er} semestre 2020 avec 9,5% de part de marché,** derrière la Chine (36,6%) et l'Italie (9,8%), et devant le Japon (7,9%), les Etats-Unis (5,6%) la Suisse (5,1%) et Hong Kong (4%).

Commerce bilatéral : les exportations françaises vers Macao ont baissé de -72,6% à 72,9 M EUR au 1^{er} semestre 2020.

Cette chute s'explique par un effet de base lié à l'absence de livraisons aéronautiques et par la contraction des ventes de biens de consommation du fait de l'impact de l'épidémie. Hors aéronautique, les exportations françaises reculent de -22,1% : maroquinerie (30,1 M EUR -15%), produits d'alimentation (11,5 M EUR -33%), prêt à porter (11,4 M EUR -25,4%), vins (9,1 M -22,6%), bijouterie et joaillerie (4,2 M -7,7%), chaussures (3,8 M -30,5%) et spiritueux (1,3 M -66,8%).

TAIWAN

Parcs scientifiques : des revenus toujours en hausse

Les revenus des trois parcs scientifiques ont augmenté de 12,2% sur les 6 premiers mois de l'année 2020 (par rapport à la même période sur 2019) pour atteindre 1368 Md TWD (40 Md EUR), [près de 41% de ces revenus provenant de TSMC](#). Cette augmentation est la plus forte jamais enregistrée sur les 12 dernières années. Le nombre d'employés augmentent de 2.8% pour atteindre 285 000. [Par cluster](#), celui de Hsinchu arrive en tête, avec un revenu de 566 Md TWD (+10,2%), puis Taichung (433 Md, +17%), et enfin Tainan (368 Md, presque +10%). Le Ministère des Sciences et Technologie, sous lequel sont placés les parcs scientifique, explique [cette performance](#) notamment par la demande accrue de circuits intégrés et semi-conducteurs (+18,65%) destinés à l'usage des technologies de la 5G, et de l'intelligence artificielle.

Transition énergétique : augmentation de la production électrique d'origine renouvelable

D'après les dernières statistiques du [Bureau of Energy](#) (BOE) du ministère de l'économie, [l'électricité produite, au cours du 2ème trimestre 2020](#), provient à 46,7% du charbon, 35,2% du gaz naturel, 10,6% du nucléaire, et à 5,3% de sources renouvelables. Par rapport au 2^{ème} trimestre 2019, la production d'électricité d'origine du gaz progresse de 3,8%, celle du charbon diminue de 1,9%. En ce qui concerne les énergies renouvelables, le solaire et l'éolien offshore augmentent, respectivement, de 59,4% et 65,4%. A l'horizon 2025, le gouvernement a fixé un objectif de production d'électricité à partir du gaz (50%), du charbon (30%) et des ENR (20%). La capacité installée des énergies renouvelables reposera alors essentiellement sur le solaire (20GW), et l'éolien offshore (5,7GW). Sur ce secteur, une troisième phase de développement vient d'être annoncée par les autorités avec pour objectif d'ajouter 1 GW de capacité installée par an entre 2025 et 2036, soit 10 GW.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Copyright

Tous droits de reproduction réservés,
sauf autorisation expresse du S.E.R.
(adresser les demandes à
[pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des
informations exactes et à jour, et
corriger, dans la mesure du possible,
les erreurs qui lui seront signalées.
Toutefois, il ne peut en aucun cas être
tenu responsable de l'utilisation et de
l'interprétation de l'information
contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service
économique de Hong Kong, Service
économique de Taipei

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e
quartier diplomatique,
district Chaoyang, 100600 PÉKIN – RPC,
CP 100600

Rédigé par : Zilan Huang, Florent Geelhand
de Merxem, Furui Ren, Antoine Moisson,
Antoine Bernez, Lianyi Xu, François Lemal,
Dominique Grass, Li Wei, Julie Hervé,
Maxime Sabourin, Odile Huang

Revu par : David Karmouni, Orhan Chiali,
Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-
Champrenault, Alain Berder

Responsable de publication : Jean-Marc
Fenet